

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

7 octobre 2021

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code des impôts sur les
revenus 1992 afin d'exclure complètement
des ressources certains revenus issus du
travail étudiant**

AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Voir:

Doc 55 **2020/ (2020/2021):**

001: Proposition de loi de M. Donné et Mme Houtmeyers.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

7 oktober 2021

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Wetboek van de
inkomstenbelastingen 1992, tot volledige
uitsluiting van bepaalde inkomsten uit
studentenarbeid uit de bestaansmiddelen**

ADVIES VAN HET REKENHOF

Zie:

Doc 55 **2020/ (2020/2021):**

001: Wetsvoorstel van de heer Donné en mevrouw Houtmeyers.

05374

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)



AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Impact budgétaire de la proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'exclure complètement des ressources certains revenus issus du travail étudiant (DOC 55 2020/001)

Adopté en assemblée générale du 6 octobre 2021

1. Demande d'avis

En vertu de l'article 79, alinéa 1er, du règlement de la Chambre des représentants, la présidente de la Chambre a invité la Cour des comptes, par lettre du 29 juin 2021, à remettre un avis contenant une estimation des dépenses nouvelles ou de la diminution des recettes qu'engendrerait la proposition de loi visant à modifier le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'exclure complètement des ressources certains revenus issus du travail étudiant (DOC 55 2020/001). Cette proposition a été déposée à la Chambre par M. Joy Donné et Mme Katrien Houtmeyers le 27 mai 2021.

2. Objet de la proposition de loi

La présente proposition de loi vise à intégralement exclure des ressources prises en compte pour déterminer si un enfant reste fiscalement à charge :

- les revenus perçus dans le cadre d'un contrat de travail étudiant ;
- les revenus perçus dans le cadre d'un contrat d'alternance ;
- les revenus tirés d'une occupation sous statut d'étudiant-indépendant.

En effet, parmi d'autres conditions, un enfant ne peut actuellement être considéré comme personne à charge que si ses ressources nettes ne dépassent pas, pour l'exercice d'imposition 2021¹, un montant net indexé de 3.380 €, porté à 4.880 € pour les enfants à charge d'un contribuable imposé isolément et à 6.200 € pour les enfants considérés comme handicapés à charge d'un tel contribuable².

Les ressources nettes sont les diverses ressources brutes de l'enfant (salaires mais aussi allocations de chômage, rentes alimentaires, indemnités pour travail associatif, ...), diminuées d'éventuelles exonérations et des frais professionnels forfaitaires ou réels. Ainsi, une exonération spécifique de 2.820 € (montant indexé)³ est prévue pour les revenus issus du travail étudiant (contrat d'occupation d'étudiant, contrat d'alternance, bénéfices, profits et rémunérations des étudiants-indépendants). La proposition de loi veut étendre cette exonération afin qu'elle s'applique à l'intégralité des revenus du travail étudiant, neutralisant ainsi entièrement leur influence sur le statut de personne fiscalement à charge.

Les auteurs de la proposition de loi souhaitent ainsi éviter que certains étudiants qui travaillent perdent leur statut de personne à charge. Ils entendent également éliminer la différence de traitement entre contribuables mariés ou cohabitants légaux et contribuables imposés isolément, les enfants de ces derniers bénéficiant d'un seuil de ressources nettes plus élevé.

Ils estiment que la nature et les autres conditions liées aux différents régimes de travail étudiant suffiront à limiter le nombre d'heures prestées par les étudiants et donc leurs

¹ L'exercice d'imposition 2021 a été choisi car les dernières statistiques relatives au travail étudiant concernent l'année de revenus 2020.

² Article 141 CIR 92.

³ Article 143, 7^o CIR92, montant indexé pour l'exercice d'imposition 2021.



ressources. Ils soulignent par exemple que peu d'étudiants dépassent le contingent de 475 heures de travail au-delà duquel des cotisations sociales ordinaires doivent être payées⁴.

3. Incidence budgétaire de la proposition de loi

3.1 Méthode

Le 2 juillet 2021, la Cour des comptes a demandé au Service d'Étude du SPF Finances de lui communiquer son éventuel avis juridique et son estimation budgétaire, afin qu'elle puisse en évaluer le réalisme et la pertinence.

Le 15 juillet 2021, le SPF Finances a informé la Cour des comptes qu'aucune estimation budgétaire ne serait réalisée par le Service d'Étude pour cette proposition de loi. Dans un second message reçu le 7 septembre 2021, le SPF Finances a indiqué qu'il lui était en effet impossible de réaliser une telle estimation faute de données probantes. En effet, les ressources nettes des personnes à charge ne sont pas reprises dans la déclaration d'impôt des contribuables qui revendiquent cette prise à charge. Il est également impossible de déterminer, sur la base des déclarations à l'impôt des personnes physiques, si des personnes n'ont pu être reprises comme personnes à charge en raison de ressources trop importantes.

Le 29 juillet 2021, le SPF Finances a également fourni à la Cour des comptes un avis juridique. Cet avis souligne qu'une exonération totale des revenus du travail étudiant porterait atteinte à l'économie générale du système de personne fiscalement à charge, fondé sur le principe qu'une personne à charge ne peut disposer que de ressources limitées. Le SPF Finances souligne également que si, au vu des salaires en vigueur pour le travail étudiant, un dépassement du seuil de ressources nettes est improbable en respectant le contingent de 475 heures prévu en matière de sécurité sociale, rien n'interdit à un étudiant de dépasser ce contingent et de s'acquitter de cotisations sociales ordinaires ou de combiner un travail étudiant et d'autres types d'occupation. De même, les rémunérations des apprentis et des étudiants-indépendants, non limitées par ce contingent de 475 heures, peuvent être combinées entre elles, et avec d'autres formes de travail ou de ressources. Le SPF Finances estime dès lors qu'il n'existe pas de garanties suffisantes que les revenus des étudiants qui travaillent seront limités par la nature de leurs occupations et par les autres mesures qui leur resteront applicables. Une exonération intégrale de ces revenus irait donc à l'encontre du principe selon lequel une personne à charge doit, parmi d'autres conditions, bénéficier de ressources limitées. Enfin, le SPF Finances considère que, s'il est nécessaire d'éliminer les différences de traitement entre contribuables imposés conjointement ou isolément, il est préférable d'adopter une solution structurelle plus large.

3.2 Avis de la Cour des comptes

Tout comme le SPF Finances, la Cour des comptes n'est pas en mesure de fournir une estimation du coût éventuel de la mesure.

En effet, une telle estimation nécessiterait de connaître 1) le nombre d'étudiants qui seraient concernés par l'exonération totale des revenus du travail étudiant et 2) l'incidence du

⁴ En 2019, 6.450 étudiants sur 560.996, soit 1,1%.

maintien ou de la réinstauration de leur statut de personne à charge sur l'impôt dû par leurs parents, ce qui nécessiterait des données individuelles.

Nombre d'étudiants affectés

Les étudiants potentiellement concernés par la proposition de loi sont principalement 1) ceux qui dépassent actuellement le seuil des ressources nettes (et qui seraient à nouveau considérés comme personnes à charge) et 2) ceux qui, à la suite de l'augmentation de leurs ressources, auraient atteint ce seuil dans le régime actuel (mais ne perdraient plus leur statut de personne à charge si la proposition de loi était adoptée). Ceci inclut principalement les étudiants qui bénéficient de ressources dont l'augmentation se serait produite indépendamment de l'adoption de la proposition de loi. Les augmentations de ressources induites spécifiquement par l'exonération introduite par la proposition de loi n'entraînent en effet pas de véritable perte de recettes fiscales lorsque des étudiants actuellement à charge de leurs parents conservent ce statut. Une augmentation des revenus des étudiants peut également générer des recettes fiscales supplémentaires si les revenus imposables des étudiants concernés dépassent la quotité du revenu exemptée d'impôt (8.990 € en 2021, soit un montant brut de 12.842,85 €).

Identifier cette population nécessiterait de connaître l'intégralité des ressources des étudiants, la nature précise de ces ressources (afin de prendre en compte les exonérations existantes), le statut actuel ou potentiel de personne à charge de chaque étudiant, la réalisation des autres conditions qui permettent d'obtenir le statut de personne à charge et le régime d'imposition des parents (afin de connaître le seuil des ressources qui est applicable à chaque étudiant).

Les statistiques agrégées disponibles publiquement ne permettent dès lors pas de réaliser une estimation fiable du nombre d'étudiants concernés par la proposition de loi. Celle-ci devrait reposer sur un croisement complexe entre données individuelles de l'ONSS, de l'INASTI et du SPF Finances, sans garantie de succès. Comme l'a également indiqué le SPF Finances, il n'est en particulier pas aisé d'identifier les étudiants qui ont déjà perdu leur statut de personne à charge mais, qui l'auraient conservé si une exonération totale avait été d'application.

Comme le soulignent les auteurs de la proposition de loi, il est probable que l'exonération qu'ils envisagent ne s'appliquerait qu'à un nombre assez restreint d'étudiants. Ainsi, au salaire horaire moyen constaté pour un contrat étudiant en 2020, il faudrait plus de 583 heures de travail pour dépasser le seuil des ressources nettes prévu actuellement⁵. De même, les apprentis ne reçoivent pas, la plupart du temps, des rémunérations susceptibles d'entraîner à elles seules un dépassement⁶. Enfin, selon un rapport du Conseil supérieur de l'emploi de 2019, la quasi-intégralité (99,9%) des étudiants-indépendants sont entièrement

⁵ Calculs de la Cour des comptes sur la base des statistiques ONSS (<https://www.onss.be/stats/donnees-annuelles-des-etudiants#data>, Tableau 7) et selon une méthode similaire à celle utilisée dans la note du SPF Finances.

⁶ Voir par exemple <https://www.ifapme.be/fr/C3%Agtributions>. Certaines formes d'alternance procurent toutefois des rémunérations plus élevées.

dispensés de cotisations⁷, ce qui implique des revenus inférieurs au seuil actuel des ressources nettes. Néanmoins, comme le rappelle l'avis juridique du SPF Finances, un dépassement de ce seuil est toujours possible lorsque les étudiants cumulent plusieurs types de ressources. La forte augmentation du nombre d'étudiants dépassant le contingent de 475 heures en 2020, année où cette limite a été assouplie en raison de la crise Covid-19, passant de 1,1% en 2019⁸ à 7,1% en 2020⁹, suggère également que l'offre de travail des étudiants s'adapte au cadre social et fiscal en vigueur.

Incidence sur les recettes fiscales

Estimer l'incidence de la proposition de loi sur les recettes fiscales nécessite d'établir l'effet d'une réintégration ou d'un maintien des étudiants concernés dans le statut de personne à charge. L'incidence sur les recettes fiscales serait principalement due à la majoration supplémentaire de la quotité du revenu exemptée d'impôt dont bénéficieraient les parents.

Afin de calculer l'incidence exacte, il serait nécessaire de connaître le nombre d'autres enfants à charge des mêmes parents. Il serait également nécessaire, en raison du mode de calcul de l'impôt final¹⁰, de connaître les autres majorations dont bénéficient les parents (contribuable handicapé, autres personnes à charge, ...) ainsi que leurs revenus (afin d'établir s'ils ne bénéficient pas plutôt du crédit d'impôt pour personne à charge).

Il serait dès lors nécessaire de connaître des données individuelles dont seul le SPF Finances pourrait disposer. Or, ce dernier conclut à l'impossibilité d'estimer les conséquences budgétaires de la proposition de loi.

4. Conclusion

La Cour des comptes n'est pas en mesure de chiffrer l'incidence budgétaire de cette proposition de loi, tant en matière de dépenses nouvelles que de diminution des recettes.

La Cour des comptes précise en outre qu'il est probable que le nombre de contribuables concernés par la proposition de loi soit limité. Toutefois, elle n'exclut pas que l'adoption du texte entraîne une augmentation importante du travail des étudiants, ce qui aurait un impact sur les recettes ou sur les dépenses dans une mesure que la Cour des comptes ne peut pas chiffrer.

⁷ https://cse.belgique.be/sites/default/files/content/download/files/rapport_cse_2019_-_avis_independants_-_pv.pdf, p. 21.

⁸ Chambre, DOC 55 2020/001, p. 6, sur la base de <https://www.onss.be/stats/donnees-annuelles-des-etudiants>.

⁹ Calculs de la Cour des comptes sur la base de ONSS (<https://www.onss.be/stats/donnees-annuelles-des-etudiants#data>, Tableau 6).

¹⁰ L'impôt est calculé en déduisant de l'impôt de base un impôt progressif calculé sur la quotité du revenu exemptée, afin que la quotité exemptée d'impôt soit imputée de manière prioritaire sur les tranches de revenu imposable les plus basses. Ceci implique que l'impact d'une personne à charge supplémentaire dépend du montant des autres majorations dont dispose le contribuable.



ADVIES VAN HET REKENHOF

Budgettaire impact van het wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, tot volledige uitsluiting van bepaalde inkomsten uit studentenarbeid uit de bestaansmiddelen (DOC 55 2020/001)

Goedgekeurd in algemene vergadering van 6 oktober 2021



/2

1. Vraag om advies

De voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers vraagt het hof in een brief van 29 juni 2021 om op grond van artikel 79, 1^e lid, van het reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers een advies te bezorgen met een raming van de nieuwe uitgaven of de minderontvangsten die zouden voortvloeien uit het wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 tot volledige uitsluiting van bepaalde inkomsten uit studentenarbeid uit de bestaansmiddelen (DOC 55 2020/001). Dat voorstel werd ingediend in de Kamer door de heer Joy Donné en mevrouw Katrien Houtmeyers op 27 mei 2021.

2. Voorwerp van het wetsvoorstel

Het voorliggende wetsvoorstel beoogt de volledige uitsluiting van de in aanmerking genomen bestaansmiddelen om te bepalen of een kind fiscaal ten laste blijft:

- de in het kader van een studentenarbeidsovereenkomst ontvangen inkomsten;
- de in het kader van een alternerende overeenkomst ontvangen inkomsten;
- de inkomsten voortvloeiend uit werkzaamheden onder het statuut van de student-zelfstandige.

Eén van de voorwaarden die thans moeten zijn vervuld om een kind te kunnen beschouwen als een persoon ten laste, is immers dat zijn netto-bestaansmiddelen voor aanslagjaar 2021¹ niet meer bedragen dan een geïndexeerd nettobedrag van 3.380 euro, dat wordt opgetrokken tot 4.880 euro voor kinderen ten laste van een als alleenstaande belaste belastingplichtige en tot 6.200 euro voor als gehandicapt beschouwde kinderen ten laste van een dergelijke belastingplichtige².

De nettobestaansmiddelen zijn de diverse brutobestaansmiddelen van het kind (lonen maar ook werkloosheidsuitkeringen, onderhoudsgelden, vergoedingen voor verenigingswerk...), verminderd met eventuele vrijstellingen en reële of forfaitaire beroepskosten. Zo is een specifieke vrijstelling voorzien ten belope van een geïndexeerd bedrag van 2.820 euro³ voor inkomsten voortvloeiend uit studentenarbeid (overeenkomst voor tewerkstelling van studenten; alternerende overeenkomst; de winst, baten en bezoldigingen verkregen door studenten-zelfstandigen). Het wetsvoorstel is bedoeld om die vrijstelling uit te breiden en ze toe te passen op alle inkomsten uit studentenarbeid, waardoor de invloed ervan op het statuut van fiscaal ten laste zijnde persoon volledig wordt geneutraliseerd.

¹ Aanslagjaar 2021 werd gekozen omdat de laatste statistieken omtrent studentenarbeid betrekking hebben op inkomstenjaar 2020.

² Artikel 141 WIB 92.

³ Artikel 143, 7^o, WIB 92, geïndexeerd bedrag voor het aanslagjaar 2021.



De auteurs van het wetsvoorstel wensen zo te voorkomen dat sommige werkende studenten hun statuut van persoon ten laste verliezen. Ook beogen ze het verschil op te heffen tussen de manier waarop gehuwde of wettelijk samenwonende belastingplichtigen en als alleenstaande belaste belastingplichtigen worden behandeld, aangezien voor de kinderen van die laatste groep een hogere drempelwaarde geldt voor de netto-inkomsten.

Ze zijn van mening dat de aard en de andere voorwaarden in samenhang met de verschillende stelsels voor studentenarbeid zullen volstaan om het aantal door studenten gewerkte uren en dus hun bestaansmiddelen te beperken. Ze onderstrepen bijvoorbeeld dat weinig studenten het contingent van 475 uren arbeid overschrijden waarboven gewone sociale bijdragen moeten worden betaald⁴.

3. Budgettaire impact van het wetsvoorstel

3.1 Methode

Op 2 juli 2021 verzocht het Rekenhof de Studiedienst van de FOD Financiën om hem zijn eventueel juridisch advies en zijn budgettaire raming te bezorgen, zodat het kon nagaan of die realistisch en relevant waren.

Op 15 juli 2021 meldde de FOD Financiën aan het Rekenhof dat de Studiedienst geen budgettaire raming zou uitvoeren met betrekking tot dit wetsvoorstel. In een tweede bericht, ontvangen op 7 september 2021, wees de FOD Financiën erop dat hij immers geen dergelijke raming kon opmaken bij gebrek aan bewijskrachtige gegevens. De netto-inkomsten van personen ten laste worden immers niet opgenomen in de belastingaangifte van belastingplichtigen die aanspraak willen maken op die tenlasteneming. Daarnaast kan op basis van de belastingaangiften van natuurlijke personen onmogelijk worden bepaald of sommige personen niet in aanmerking konden worden genomen als personen ten laste wegens te hoge inkomsten.

Op 29 juli 2021 bezorgde de FOD Financiën het Rekenhof eveneens een juridisch advies waarin wordt benadrukt dat een volledige vrijstelling van de inkomsten uit studentenarbeid nadelig zou zijn voor de algemene opzet van het systeem van fiscaal ten laste zijnde personen, dat berust op het beginsel dat een persoon ten laste slechts over beperkte inkomsten mag beschikken. Daarnaast onderstreept de FOD Financiën dat, gelet op de geldende lonen voor studentenarbeid, een overschrijding van de drempelwaarde voor netto-inkomsten weliswaar onwaarschijnlijk is met inachtneming van het contingent van 475 uren waarin is voorzien op het vlak van sociale zekerheid, maar dat het een student niet verboden is dat contingent te overschrijden en gewone sociale bijdragen te betalen of studentenarbeid te combineren met andere tewerkstellingstypes. De bezoldigingen van leerlingen en student-zelfstandigen, die niet worden beperkt door dat contingent van 475 uren, mogen onderling en samen met andere vormen van arbeid of inkomsten worden gecombineerd. Bijgevolg is

⁴ In 2019, 6.450 studenten op 560.996, oftewel 1,1%.



/4

de FOD Financiën van oordeel dat er onvoldoende waarborgen voorhanden zijn dat de inkomsten van werkende studenten zullen worden beperkt door de aard van hun werk en door de andere maatregelen die op hen van toepassing zullen blijven. Een volledige vrijstelling van de desbetreffende inkomsten zou dus ingaan tegen het beginsel volgens hetwelk een persoon ten laste, naast andere voorwaarden, beperkte inkomsten moet genieten. Tot slot meent de FOD Financiën dat het weliswaar nodig is om de verschillen qua behandeling tussen gezamenlijk en als alleenstaande belaste belastingplichtigen weg te werken, maar dat het beter is voor een ruimere structurele oplossing te gaan.

3.2 Advies van het Rekenhof

Net als de FOD Financiën kan het Rekenhof geen raming bezorgen van de eventuele kosten van de maatregel.

Voor een dergelijke raming zou men immers moeten weten 1) hoeveel studenten onder de volledige vrijstelling van inkomsten uit studentenarbeid zouden vallen en 2) hoe groot de impact zou zijn op de door hun ouders verschuldigde belastingen indien hun statuut van persoon ten laste behouden blijft of indien ze dat statuut opnieuw zouden verwerven, waarvoor individuele gegevens nodig zouden zijn.

Aantal betrokken studenten

De studenten op wie het wetsvoorstel potentieel betrekking zou hebben, zijn voornamelijk 1) de studenten die momenteel het drempelbedrag voor netto-bestaansmiddelen overschrijden (en die opnieuw zouden worden beschouwd als personen ten laste) en 2) de studenten die ingevolge de toename van hun bestaansmiddelen dat drempelbedrag zouden hebben bereikt onder de huidige regeling (maar hun statuut van persoon ten laste niet meer zouden verliezen indien het wetsvoorstel zou worden goedgekeurd). Het gaat hier hoofdzakelijk om de studenten die bestaansmiddelen genieten die sowieso zouden zijn gestegen, los van de goedkeuring van het wetsvoorstel. De toenames van bestaansmiddelen die specifiek worden gegeneerd door de vrijstelling ingevoerd via het wetsvoorstel, leiden immers niet tot echte verliezen op het vlak van de fiscale ontvangsten wanneer de studenten die momenteel ten laste zijn van hun ouders dat statuut behouden. Een stijging van de inkomsten van de studenten kan eveneens bijkomende fiscale ontvangsten genereren als de belastbare inkomsten van de betrokken studenten het belastingvrije gedeelte van het inkomen overschrijden (8.990 euro in 2021, oftewel een brutobedrag van 12.842,85 euro).

Om die bevolkingsgroep te kunnen identificeren, zou men alle bestaansmiddelen van de studenten moeten kennen evenals de precieze aard van die bestaansmiddelen (om de bestaande vrijstellingen in aanmerking te kunnen nemen), het huidige of potentiële statuut van persoon ten laste van iedere student, de vervulling van de andere voorwaarden die het mogelijk maken het statuut van persoon ten laste te krijgen, en het belastingstelsel van de ouders (om de drempelwaarde voor de bestaansmiddelen te kennen die van toepassing is op elke student).

Aan de hand van de geaggregeerde statistieken die publiek beschikbaar zijn, kan bijgevolg geen betrouwbare raming worden gemaakt van het aantal studenten dat onder het wetsvoorstel valt. Die raming zou moeten berusten op een ingewikkelde kruising van individuele gegevens van de RSZ, het RSVZ en de FOD Financiën, zonder garantie op succes.



Zoals de FOD Financiën reeds aanhaalde, is het vooral moeilijk om de studenten te identificeren die hun statuut van persoon ten laste reeds hebben verloren maar het zouden hebben behouden indien een volledige vrijstelling van toepassing zou zijn geweest.

Het is waarschijnlijk, zoals de auteurs van het wetsvoorstel benadrukken, dat de vrijstelling die ze beogen slechts toepasselijk zou zijn op een redelijk beperkt aantal studenten. Aan het vastgestelde gemiddelde uurloon voor een studentencontract in 2020 zouden meer dan 583 werkuren nodig zijn om het thans geldende drempelbedrag voor nettobestaansmiddelen te overschrijden⁵. Meestal ontvangen leerlingen evenmin bezoldigingen die op zich aanleiding kunnen geven tot een overschrijding⁶. Tot slot worden volgens een verslag van de Hoge Raad voor de Werkgelegenheid van 2019 nagenoeg alle student-zelfstandigen (99,9%) volledig vrijgesteld van bijdragen⁷, wat betekent dat de inkomsten lager liggen dan het huidige drempelbedrag voor nettobestaansmiddelen. Niettemin is het zo dat, zoals wordt vermeld in het juridisch advies van de FOD Financiën, een overschrijding van dat drempelbedrag altijd mogelijk is indien studenten verschillende types bestaansmiddelen combineren. De sterke toename van het aantal studenten dat het contingent van 475 uren oversteeg in 2020 (een jaar waarin die beperking werd versoepeld wegens de COVID-19-crisis) van 1,1% in 2019⁸ tot 7,1% in 2020⁹, suggereert eveneens dat het arbeidsaanbod voor studenten zich aanpast aan het geldende maatschappelijke en fiscale kader.

Impact op de fiscale ontvangsten

Om de impact van het wetsvoorstel op de fiscale ontvangsten te kunnen ramen, moet worden bepaald welk effect een herintegratie of behoud van de betrokken studenten in het statuut van persoon ten laste zou hebben. De impact op de fiscale ontvangsten zou voornamelijk voortvloeien uit de bijkomende verhoging van het belastingvrije gedeelte van het inkomen die de ouders zouden genieten.

Om de precieze impact te berekenen, zou men moeten weten hoeveel andere kinderen ten laste zijn van diezelfde ouders. Gezien de berekeningswijze van de eindbelasting¹⁰ zou men eveneens moeten weten welke andere verhogingen de ouders genieten (gehandicapte belastingplichtige, andere personen ten laste...) en hoeveel hun inkomsten bedragen (om te bepalen of ze niet veeleer het belastingkrediet voor persoon ten laste genieten).

⁵ Berekeningen van het Rekenhof op basis van statistieken van de RSZ (<https://www.rsz.be/stats/jaarstatistieken-over-studentarbeid>, tabel 7) en volgens een methode gelijkend op die welke werd gehanteerd in de nota van de FOD Financiën.

⁶ Cf. bijvoorbeeld <https://www.ifapme.be/fr%C3%A9tributions>. Aan sommige vormen van alternierend leren zijn evenwel hogere bezoldigingen gekoppeld.

⁷ https://hrw.belgie.be/sites/default/files/content/download/files/verslag_hrw_2019_-_advies_zelfstandigen_-_vv.pdf, blz. 21.

⁸ Kamer, DOC 55 2020/001, blz. 6, op basis van <https://www.rsz.be/stats/jaarstatistieken-over-studentarbeid>.

⁹ Berekeningen van het Rekenhof op basis van RSZ (<https://www.rsz.be/stats/jaarstatistieken-over-studentarbeid>, tabel 6).

¹⁰ De belasting wordt berekend door de basisbelasting te verminderen met een progressieve belasting die wordt berekend op basis van het belastingvrije gedeelte van het inkomen, opdat dat laatste prioritair wordt aangerekend op de laagste schijven belastbaar inkomen. Dit betekent dat de impact van een extra persoon ten laste afhangt van het bedrag van de andere verhogingen waarover de belastingplichtige beschikt.



/6

Bijgevolg zou men op de hoogte moeten zijn van individuele gegevens waarover enkel de FOD Financiën zou kunnen beschikken. Die laatste besluit echter dat de budgettaire gevolgen van het wetsvoorstel niet kunnen worden geraamd.

4. Conclusie

Het Rekenhof kan de budgettaire impact van dit wetsvoorstel niet becijferen, noch wat de nieuwe uitgaven noch wat de minderontvangsten betreft.

Het Rekenhof preciseert bovendien dat het aantal belastingplichtigen waarop het wetsvoorstel betrekking heeft, waarschijnlijk beperkt is. Het sluit echter niet uit dat de goedkeuring van de tekst leidt tot een aanzienlijke toename van de studentenarbeid, wat een impact op de ontvangsten of de uitgaven zou hebben die het Rekenhof niet kan becijferen.